

Print

Les crises, haïtienne et vénézuélienne, révèlent l'élasticité de la notion de démocratie des USA

Par [Feguenson Hermogène](#)

Mondialisation.ca, 20 février 2019

[ayibopost.com](#) 19 février 2019

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/les-crisis-haitienne-et-venezuelienne-revelent-lelasticite-de-la-notion-de-democratie-des-usa/5631232>



Le 7 février dernier, plusieurs milliers de citoyen-ne-s ont gagné les rues dans les différentes villes du pays pour exiger le procès des dilapidateurs des fonds du programme [Petro-Caribe](#)^{*}; la démission du chef d'État et de son gouvernement. Cela a été aussi l'occasion de lancer un cri de colère contre l'inflation due, en partie, à la dépréciation de notre monnaie.

Rappelons que ce soulèvement populaire s'inscrit également dans la lignée des manifestations qui ont eu lieu les 6 et 7 juillet, le 17 octobre et le 18 novembre de l'an dernier. Celles-ci ont remis en cause non seulement la gestion désastreuse de la chose publique par l'équipe au pouvoir, mais aussi le fondement inégalitaire de la formation sociale haïtienne. Le saccage des supermarchés appartenant à des membres influents de l'oligarchie locale peut en témoigner.

Les insurrections de la fin de l'année 2018 ont ébranlé *l'État profond* haïtien (concept évoqué par [Peter Dale Scott](#)^{**}) au plus haut niveau. L'option de démission de l'actuel numéro 1 des « *Tèt kale* » a été évoquée à plusieurs reprises. Il a fallu une note de soutien de l'ambassade des États-Unis après le soulèvement du 18 novembre pour que la panique dans le camp *Rose* se dissipe temporairement. Nous disons temporairement, car la manifestation du 7 février 2019 vient à nouveau de brouiller les cartes.





Photo par l'auteur

C'est dans ce contexte politique délicat qu'a eu lieu au début du mois de janvier le vote du gouvernement haïtien à l'OEA contre la légitimité du président élu vénézuélien Nicolas Maduro. Quel lien existe-t-il entre la crise politique haïtienne actuelle et l'impasse politique dans laquelle se trouve le gouvernement chaviste de la République bolivarienne ? C'est ce qu'on va tenter de décortiquer à travers cet article. D'abord ; il importe de signaler que notre propos ne se limite pas au gouvernement actuel. Il prend également en compte l'administration de Michel Martelly. Nous posons comme postulat que la compréhension de la conjoncture politique n'est pas possible en dehors d'une prise en considération du quinquennat du premier président des « *Bandi legal* ».

Petro-Caribe: entre enrichissement illicite et propagande

L'arrivée au pouvoir de Michel Martelly, un an après le séisme du 12 janvier 2010, a permis à son gouvernement d'avoir une marge de manœuvre qui aurait pu nous permettre de répondre à certains défis. Cinq mois après le tremblement de terre, environ [395 millions de dollars US](#)* de dettes liées au programme de Petro-Caribe ont été annulés sous l'initiative du président Hugo Chavez. Des bailleurs de fonds internationaux ont aussi emboîté le pas et supprimé une partie de la dette extérieure d'Haïti.

S'il est vrai que le quinquennat de l'ancien président René Préal était entaché de scandale de corruption (notamment avec les 197 millions de dollars de fonds d'urgence volatilisés), [le Trésor public disposait encore d'un minimum de fonds*](#). Une gestion rationnelle de ces maigres ressources aurait pu nous aider à combler certains vides. Ce qui n'était pas le cas avec l'équipe *rose* qui est arrivée au timon des affaires en mai 2011. La dilapidation de plus de deux milliards de dollars issus du programme Petro-Caribe en dit long sur la gabegie administrative caractérisant le début du règne des « *Tèt Kale* ».

Dans l'ensemble, les fonds Petro-Caribe servaient principalement à deux choses durant le premier mandat des « *Bandi legal* » : permettre aux proches du pouvoir de s'enrichir en un temps record ; financer des programmes sociaux bidon pour « [masquer le dépeçage en règle du peuple*](#) ». Pendant que le gouvernement *rose* signait de gré à gré des contrats évalués à [385 millions de dollars US](#)* en une journée avec une firme dominicaine, des étudiant-e-s de l'Université d'État d'Haïti se trouvaient à la file indienne devant l'administration des différentes Facultés pour recueillir les 2000 gourdes qui leur étaient allouées dans le cadre du programme *Kore Etidyan*. Cela visait à amputer l'Université haïtienne de sa vocation critique afin de ne pas questionner les dérives financières et autres des gouvernements du PHTK. D'autres programmes sociaux tels que « *ti manman cheri, restoran ede pèp, kredi wòz* » financés par les fonds Petro-Caribe, servaient également d'écran de fumée pour dissimuler cette concussion à grande échelle entretenue par les « *Bandi legal* ».

État d'urgence économique ou insolvabilité générale ?

Le 5 février dernier, soit deux jours avant le soulèvement général actuel, le gouvernement déclare l'état d'urgence économique. Cela survient après plusieurs tentatives, échouées, de compenser une partie des déficits budgétaires via l'augmentation du prix des produits pétroliers. Nous enregistrons déjà, pour le seul premier trimestre de l'année fiscale en cours, plus de 10 milliards de gourdes

de déficit budgétaire. Cela pourrait atteindre 30 milliards à la fin de l'année. Notons que le budget national s'évalue à 172 825 000 000 gourdes soit l'équivalent de 2,5 milliards de dollars US dans le projet de loi finance 2018-2019.

En novembre 2014, face aux dérives financières de l'équipe *rose*, l'économiste Leslie Péan tirait la sonnette d'alarme en écrivant : « *On s'achemine à grands pas vers une [impossible soutenabilité](#)* de la dette extérieure de Petro-Caribe* ». Cette mise en garde n'a pas été prise en compte par le gouvernement de Jovenel Moïse dans sa gestion de la *res publica* durant les deux ans de son mandat. L'implication de la première dame dans le dossier *ONI/Dermalog**, peut en témoigner. À cela s'ajoutent les suspicions de corruption entourant le programme de « *Karavàn chanjman* » ; les subventions allouées aux parlementaires durant les périodes de fête ; le train de vie des grands commis de l'État. Tout cela a mis en coupe réglée le Trésor public. À ce rythme, l'état d'urgence décrété récemment par le gouvernement était inévitable. Seul le temps jouait en faveur du gouvernement Jovenel-Céant.

Quand la nation demande des comptes

Plus de 2 milliards de dollars US ont été investis dans notre économie dont [le PIB s'évalue à 8 408 milliards de dollars US* en 2017](#), pourtant les résultats se font encore attendre. Fort de ce constat, la société civile exige des redditions de compte.

Des plaintes ont été déposées au parquet de Port-au-Prince contre des membres de la famille de l'ancien chef d'État « Sweet Micky ». Parallèlement, plusieurs organisations progressistes ont inscrit le dossier de Petro-Caribe dans leur cahier de revendication. Le Sénat de la République, ne pouvant pas faire la sourde oreille, a réagi en conséquence. Ainsi, deux rapports émanent du Parlement haïtien.

Dans la foulée, le 14 août 2018, un mouvement *hashtag #PetroCaribe challenge* est lancé à partir des [réseaux sociaux](#)*. De nouveaux acteurs ont fait leur apparition sur la scène politique : organisations étudiantes, artistes, professionnels de la presse en ligne, syndicalistes, enseignants. Du coup, un *bloc historique* ayant des traits caractéristiques proches des luttes populaires des années 90 se crée. Bien entendu, ce bloc est traversé par des divergences idéologiques.

Ces nouveaux acteurs, de par leur créativité, leur maîtrise des nouvelles technologies, vont apporter un souffle nouveau au mouvement populaire haïtien au point de mettre aujourd'hui le pouvoir en place au pied du mur. De nos jours, des manifestants arpentent les rues de la capitale haïtienne. C'est aussi le cas dans les principales villes de province. La durée du mandat présidentiel est menacée. Ce qui provoque, en partie, la rentrée spectaculaire de la communauté internationale sur la scène.

Venezuela : l'agneau immolé sur l'autel des faucons de Washington et des « bandits en rose »

Une grande partie du budget d'investissement du gouvernement PHTK était financé par les fonds du programme Petro-Caribe. Ce qui a priori illustre l'importance des relations haïtiano-vénézuélienne, lesquelles orientent pendant 12 ans le positionnement diplomatique d'Haïti dans les institutions internationales. Le gouvernement haïtien aidait même la République bolivarienne à défier l'isolement diplomatique – l'une des armes utilisées par l'administration américaine, et dans laquelle s'inscrit Donald Trump, dans sa lutte contre le président Nicolas Maduro.

Le [vote du 10 janvier](#)* du représentant haïtien au sein de l'OEA contre la légitimité du président élu vénézuélien a changé la donne.

Pour se protéger face à la montée de l'insurrection populaire qui menace son mandat, le chef d'État haïtien se range dans le camp du groupe de Lima et reconnaît la légitimité de Juan Guaido, président de l'Assemblée vénézuélienne qui s'est proclamé président du pays il y a quelques semaines. Du coup, Haïti perd un allié historique et en parallèle, les faucons de Washington continuent, avec l'aide de la diplomatie haïtienne, leur projet de renversement du gouvernement élu vénézuélien. D'où la politique « deux poids deux mesures » du département d'État américain face aux crises politiques qui sévissent au Venezuela et en Haïti. D'un côté, les Américains reconnaissent la légitimité d'un président autoproclamé ; d'un autre côté, ils exigent le respect de l'ordre constitutionnel relatif au mandat d'un chef d'État décrié, impliqué dans des scandales de corruption.

Pour l'instant, il n'y a pas encore de position officielle venant de Caracas. Cependant le gouvernement haïtien cherche déjà à se mettre à l'abri. L'ancien sénateur [Dieuseul Simon Desras](#)* rapporte qu'une délégation haïtienne composée de ministres et d'acteurs influents de l'oligarchie économique se serait rendue au Qatar. Le but du voyage est de négocier un éventuel rachat de la dette haïtienne découlant de l'accord Petro-Caribe, par les monarques qataris.

L'avenir est à l'orage. À côté de l'état d'urgence économique décrété par le pouvoir en place, il y a l'intensification de l'insurrection populaire. On a déjà enregistré plus d'une dizaine de morts (dont un adolescent âgé de 14 ans), et d'énormes dégâts matériels. De surcroît, le gouvernement et la communauté internationale font la sourde oreille. Ils refusent de jeter l'éponge en admettant l'échec de l'administration *rose*. Ce qui pourrait, peut-être, nous sortir de l'impasse politique dans laquelle on se retrouve en ce moment. Cependant, il s'avère important de signaler que le dénouement de cette crise politique est impossible en l'absence du procès Petrocaribe.

Feguenson Hermogène

Cinéaste et journaliste

Référence

*<https://ayibopost.com/video-petrocaribe-explique-aux-nuls/>

*<https://www.voltairenet.org/article187500.html>

*<http://www.touthaiti.com/economie/2-uncategorised/4205-la-corruption-rose-et-les-fonds-petrocaribe-2-de-5>

*<http://www.touthaiti.com/economie/4200-la-corruption-rose-et-les-fonds-petrocaribe-1-de-5>

*<http://www.touthaiti.com/economie/4224-la-corruption-rose-et-les-fonds-petrocaribe-5-de-5>

*<http://www.touthaiti.com/economie/4200-la-corruption-rose-et-les-fonds-petrocaribe-1-de-5>

*<http://touthaiti.com/economie/4216-la-corruption-rose-et-les-fonds-petrocaribe-4-de-5>

*<https://lenouvelliste.com/article/195753/le-nom-de-la-premiere-dame-martine-moise-cite-dans-laffaire-dermalog>

*<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

*<https://lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/193170/reseaux-sociaux-et-actions-collectives-autour-de-la-question-de-petrocaribe-dune-conscience-individuelle-revoltee-a-la-conscience-critique-liberatrice>

*<https://lenouvelliste.com/article/196834/haiti-vote-contre-la-legitimite-de-nicolas-maduro>

*<https://www.youtube.com/watch?v=rCoBzYNXgRM>

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Feguenson Hermogène, ayibopost.com, 2019